

Un an après la rébellion, les Équatoriens affirment ont encore des raisons de protester

Par Roberto Morejón/RHC



De grandes manifestations de mécontentement populaire ont eu lieu en octobre 2019 en Equateur. Photo: EFE

Le fantôme de la répression exercée il y a un an en Équateur contre ceux qui ont protesté contre une réforme économique proposée par le gouvernement, gravite à nouveau dans ce pays sud-américain troublé, accablé par la pandémie et la récession.

La Confédération des Nationalités indigènes de l'Équateur, la CONAIE, a dénoncé l'État pour ce qu'elle a qualifié de crimes contre l'humanité, en référence aux excès commis contre ceux qui ont manifesté contre le paquet néolibéral mis en place en octobre 2019.

L'Équateur a alors connu une rébellion populaire qui a été tellement réprimée par les forces de l'ordre que l'ONU a parlé d'excès et a évoqué 100 agressions contre des journalistes.

Au cours de cette bataille acharnée, neuf personnes ont été tuées, mille 500 blessées et mille 382 arrêtées.

Il est vrai que sous la pression des manifestations populaire, le gouvernement équatorien a renoncé à supprimer la subvention aux carburants.

Mais les organisations d'opposition en Équateur affirment que les réglementations économiques qui ont provoqué les protestations sont toujours en place.

Le mouvement syndical organisé et en particulier le Front unitaire des travailleurs a condamné une loi qui prévoyait cette année une réduction allant jusqu'à la moitié des heures de travail et des réductions de salaire.

Les travailleurs du secteur informel, les étudiants et les enseignants des universités, dont les budgets ont été réduits, sont également descendus dans la rue.

Les syndicats disent être harcelés pour avoir critiqué les accords du gouvernement avec le Fonds Monétaire International en échange de prêts sous des conditions onéreuses.

L'Équateur, certes, vit dans une agitation constante, à laquelle contribuent les procès en question menés par la justice contre les leaders de la Révolution citoyenne et en particulier contre l'ex président Rafael Correa.

La gestion erratique de la pandémie avec des hôpitaux effondrés et des décès sans gravité a jeté de l'huile sur le feu.

Plusieurs organisations sociales qui ont appelé à un sit-in pacifique en mai dernier pour exiger la disparition des morts et l'abandon des soins de santé, ont dénoncé être réduites par la force.

Il n'est donc pas surprenant que la Confédération des Nationalités Indigènes de l'Équateur ait déclaré le mois d'octobre «Mois de la résistance», en souvenir de la grève nationale d'il y a un an.

Ceux qui ont ordonné la neutralisation des grévistes prétendront que les accusations d'application excessive de la force sont injustifiées.

<https://www.radiohc.cu/fr/especiales/comentarios/236986-un-an-apres-la-rebellion-les-equatoriens-affirment-ont-encore-des-raisons-de-protester>



Radio Habana Cuba